*Sources et méthodes de l'histoire des relations internationales
dans l'Europe médiévale*

Sources et méthodes de l'histoire des relations internationales dans l'Europe médiévale

Conférences de l'année 2012-2013

Stéphane Péquignot

Electronic version

URL: <https://journals.openedition.org/ashp/1608>

DOI: 10.4000/ashp.1608

ISSN: 1969-6310

Publisher

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Printed version

Date of publication: 1 September 2014

Number of pages: 203-206

ISSN: 0766-0677

Electronic reference

Stéphane Péquignot, "Sources et méthodes de l'histoire des relations internationales dans l'Europe médiévale", *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [Online], 145 | 2014, Online since 15 December 2014, connection on 06 July 2021. URL: <http://journals.openedition.org/ashp/1608> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/ashp.1608>

SOURCES ET MÉTHODES DE L'HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DANS L'EUROPE MÉDIÉVALE

Maître de conférences : M. Stéphane PÉQUIGNOT

Programme de l'année 2012-2013 : I. *Introduction à l'étude des diplomaties et à l'histoire de la négociation à la fin du Moyen Âge*. — II. *La « guerre civile catalane » (1462-1472)*.

I. *Introduction à l'étude des diplomaties et à l'histoire de la négociation à la fin du Moyen Âge*

Cette partie du séminaire a été consacrée à l'examen du rôle des marchands et des questions commerciales dans les échanges diplomatiques en Occident aux XII^e-XV^e siècles. Lors des premières séances, un bilan historiographique a tout d'abord permis de dégager plusieurs apports récents de la recherche en ce domaine. Les marchands apportent un soutien multiforme à l'action des ambassadeurs et de leurs mandants ; dans les villes, italiennes et impériales notamment, des marchands exercent souvent la fonction d'ambassadeur ; enfin, il existe des formes d'imbrication entre les activités de commerce et de diplomatie. Ceci a été clairement mis en évidence pour la Hanse, pour l'Italie où, au XV^e siècle, peuvent se superposer divers réseaux de relations dans lesquels les marchands lient affaires et politique, ou bien encore entre le Portugal et l'Angleterre, dont les traités de commerce sont parfois préparés par des hommes expérimentés dans la marchandise¹. Néanmoins, la place dévolue au commerce dans les échanges diplomatiques, le rôle qu'y jouent les marchands et leurs façons de négocier demeurent encore relativement mal connus pour de nombreuses monarchies médiévales.

Suite à ce constat, les séances ultérieures ont envisagé en guise d'étude de cas les relations diplomatiques des rois d'Aragon avec les puissances chrétiennes aux XII^e-XIV^e siècles. L'élaboration d'un corpus de travail a alors été l'occasion de faire une mise au point détaillée sur l'histoire de l'édition des documents conservés dans les archives de la couronne d'Aragon, déterminantes pour le sujet retenu, ainsi que, de manière générale, sur les sources relatives au commerce et à la diplomatie de cette même Couronne. À la fin du XVIII^e siècle, Antoni de Capmany édite dans l'esprit des Lumières de nombreuses pièces qui doivent démontrer la valeur civilisatrice du commerce, ainsi que des traités passés avec les puissances musulmanes et censés, selon

1. Ont notamment été commentés les travaux de Stuart Jenks, *England, die Hanse und Preußen: Handel und Diplomatie, 1377-1474*, Cologne - Vienne, 1992 ; Thomas Behrmann, *Herrscher und Hansestädte, Studien zum diplomatischen Verkehr im Spätmittelalter*, Hambourg, 2004 ; Heinrich Lang, *Cosimo de' Medici. Die Gesandten und die Condottieri. Diplomatie und Kriege der Republik Florenz im 15. Jahrhundert*, Paderborn, 2009 ; Tiago Viúla de Faria et Flávio Miranda, « "Pur bonne alliance e amiste faire": Diplomacia e comércio entre Portugal e Inglaterra no final da Idade Média », *Cultura, Espaço & Memória*, Porto, 2010, 1, p. 109-127.

cet historien, illustrer les vertus d'une ancienne monarchie aragonaise dont le pactisme équilibré doit servir de modèle au renouveau de l'Espagne. Mais son entreprise reste longtemps isolée, et l'on manque pour la couronne d'Aragon de corpus de documents diplomatiques comparables à ceux publiés alors en Europe. De grands chantiers éditoriaux, par exemple la *Colección de Documentos inéditos del Archivo de la Corona de Aragón* des archivistes Bofarull, ou les *Documents per a la historia de la cultura catalana mig-aval* d'Antoni Rubió y Lluch, sont toutefois lancés et, au moins partiellement, menés à bien entre les années 1840 et les années 1920. Si cet élan multiforme a été brisé par le franquisme, la fin de la dictature a eu pour effet un regain considérable des éditions de pièces médiévales, souvent dans une perspective visant à constituer un patrimoine documentaire national (catalan). *Diataris* (diaires), textes historiographiques et traités ont largement bénéficié de ce mouvement. Néanmoins, la mise en regard avec les fonds d'archives a aussi, pour ce qui concerne les échanges diplomatiques, fait apparaître de nombreuses disparités, selon les règnes, selon les territoires également. Les publications de documents concernent ainsi bien plus les relations avec l'Italie et les puissances musulmanes que celles avec la France ou avec la Castille, pourtant très importantes.

Une fois opérés ces cadrages successifs, trois dossiers complémentaires ont été présentés et examinés sur pièces. L'on a tout d'abord, avec des dépêches d'ambassadeurs et des documents comptables inédits, envisagé le rôle des marchands comme soutiens de la diplomatie royale aragonaise. Leurs capacités logistiques et financières, leurs navires et leurs ressources en informations sont fréquemment mis à profit par les rois d'Aragon. Cependant, hormis, de façon notable, pour des missions auprès des cités-États en Italie ou dans lesquelles des compétences financières sont requises, les marchands sont rarement choisis pour des ambassades en Occident. Alors que leur utilité pour le bien public est mieux reconnue, voire mise en valeur dans les écrits influents du franciscain Francesc Eiximenis, et même s'ils jouent un rôle de premier plan dans les délégations urbaines aux *Corts*, ils demeurent à l'ordinaire dans les coulisses de l'action diplomatique aragonaise, car leur état social n'est pas jugé idoine pour représenter le monarque auprès d'autres princes chrétiens.

Les traités et les trêves passés par les rois d'Aragon avec des puissances de la Chrétienté ont fourni matière à un deuxième dossier. Fondée sur un corpus de cinquante-cinq pièces confectionnées de 1218 à 1386 et dénommées de façons variées (*conventiones, pacta, avinençes...*), l'enquête, au-delà des enjeux propres à chaque accord considéré isolément, souvent déjà élucidés par la recherche, a dans une perspective comparative porté sur la place faite à l'activité marchande dans les traités. De façon générale, son importance s'avère moindre en comparaison avec les accords passés avec les puissances musulmanes. Dix-neuf pièces du corpus seulement contiennent des clauses relatives au commerce. La disposition la plus récurrente en la matière, souvent la seule, concerne la sécurité et la liberté de circulation des marchands. Les enjeux commerciaux occupent toutefois un espace plus important dans les traités avec Gênes, fréquemment conservés en double exemplaire, en original aux archives de la couronne d'Aragon, à Gênes sous forme de copie notariée dans les *Libri iurium*. Dans les accords passés en 1230-1233 suite à la conquête de l'île de Majorque par le roi d'Aragon, les dispositions relatives au commerce s'apparentent même à

une condition impérative pour le maintien de la paix. De la sorte, en concluant des traités censés assurer des conditions propices au développement du commerce, les rois d'Aragon s'affirment peu à peu en protecteurs des marchands, en garants de l'*utilitas* des sujets soumis à leur autorité.

Enfin, un troisième dossier a porté sur les lettres de marque. Après un bilan général sur les travaux des juristes et des historiens relatifs à cette pratique, il a été procédé à un inventaire des principales affaires de lettres de marque suscitant une mobilisation épistolaire et diplomatique des rois d'Aragon aux ^{xiii}^e-^{xiv}^e siècles. L'analyse s'est ensuite concentrée sur une double querelle imbriquée, l'affaire *Faytes bien*, du nom d'une société brugeoise objet d'attaque par des sujets du roi d'Aragon, et qui lui demande ensuite satisfaction, puis, en second lieu, l'affaire Jaume Terrer, un marchand catalan lésé par un Narbonnais, qui déclenche en France une procédure comparable. Pour l'essentiel inédit, le riche ensemble documentaire produit au motif de ces conflits relève d'une typologie diversifiée : pièces comptables (*albarans* [« quittances »] de reconnaissance de dette, assignations), correspondances entre les marchands plaignants, les rois d'Aragon et de France ainsi que leurs grands officiers, notamment le sénéchal de Carcassonne ; lettres de marque et différentes versions de l'accord de Poissy (26 avril 1313), par lequel l'on tente, en vain, de limiter le recours aux représailles entre le royaume capétien et la couronne d'Aragon. Ainsi a-t-on pu observer dans le détail la mobilisation et les logiques diverses de marchands, de conseils de villes, de sociétés de commerce, d'officiers, de juristes, de rois et d'ambassadeurs intervenant dans ces affaires. Les distances, les concurrences juridictionnelles, la variété des intérêts, les pressions exercées et les difficultés financières sont apparues comme des facteurs essentiels pour expliquer le caractère heurté, non linéaire du conflit *Faytes bien* et de ses répercussions, qui ont pu être suivies de 1297 à 1320 en Flandre, en France et en Catalogne. Ces affaires de marchands en apparence banales ont été interprétées comme une véritable mise à l'épreuve des capacités de résolution des conflits et de délivrance de la justice par des monarques au pouvoir fragile.

Ce dernier constat ouvre sur une considération de portée plus générale. Au terme de la période envisagée, le commerce est en tout cas devenu plus nettement un enjeu diplomatique et l'objet de prétentions souveraines formulées par les rois d'Aragon. Cependant, leur engagement révèle un décalage certain entre, d'une part, l'affirmation de leurs prérogatives et, de l'autre, l'efficacité limitée de leur pouvoir réel à traiter par la voie diplomatique une activité marchande qui possède des acteurs multiples et ses propres normes de fonctionnement, largement autonomes.

II. La « guerre civile catalane » (1462-1472)

Dans le prolongement des travaux engagés l'an dernier, la deuxième partie du séminaire a porté sur la « guerre civile catalane » qui oppose le roi Jean II d'Aragon à de nombreux Catalans rassemblés derrière le conseil représentant le principat de Catalogne et le conseil de la ville de Barcelone. Deux questions ont plus particulièrement été développées en cours de séminaire. La guerre a tout d'abord été étudiée comme une période de mobilisation politique pour les autorités catalanes en lutte contre le roi Jean II. Avec l'examen de pièces inédites issues de la documentation

produite par la *Generalitat* de Catalogne, par les autorités urbaines, ainsi que par les autorités royales, il s'est agi de montrer comment les membres des conseils s'efforcent de masquer les ruptures politiques et institutionnelles dont ils sont eux-mêmes les auteurs. Dans la couronne d'Aragon comme vis-à-vis de l'étranger, le conseil du principat s'avance toujours en défenseur du territoire, des droits et des libertés de la Catalogne. C'est une façon de manifester en acte une continuité légale, de consolider une légitimité disputée. Les cérémonies habituelles d'instauration du lien entre le seigneur et ses sujets sont également maintenues, non toutefois sans entorses notoires aux coutumes. Dans une telle perspective conservatoire, les écarts, réels, par rapport aux usages politiques sont conçus sous le registre du temporaire, les « nouveautés » (*novitats*) sont éphémères et constituent seulement des dérogations vouées à une extinction programmée. Ces discours à visée légitimatrice peinent toutefois à cacher les changements importants affectant la pratique du pouvoir. En particulier, durant les périodes d'*interim* – un terme figurant explicitement dans les documents – pendant lesquelles il ne reconnaît aucun seigneur, le conseil du principat développe considérablement ses prérogatives, en vient à assumer toutes les tâches de gouvernement du territoire dans les faits, voire à le revendiquer en droit. Conservateur des lois et des libertés, il est devenu le dépositaire de la *potestas* et de la *iurisdictio* de l'ancien seigneur, dans l'attente d'un successeur.

D'autre part, l'on a également analysé, plus rapidement, « l'annexion » du Roussillon par Louis XI, qui tire profit du conflit entre le roi d'Aragon et les Catalans. En se fondant notamment sur des pièces issues de la layette « Roussillon, Cerdagne » du Trésor des chartes aux Archives nationales, sur les ordres du roi et sur les chroniques françaises et hispaniques, la mise du Roussillon en la main du Valois a été appréhendée comme une conquête qui ne dit pas d'emblée son nom. L'union du Roussillon à la Couronne et sa soumission au roi de France ont pu être caractérisées comme l'aboutissement d'un processus gradué, accompli au terme de glissements successifs dans l'interprétation du droit, de manipulations et de coups de force. C'est l'histoire du passage d'une possession temporaire du Roussillon par Louis XI, acceptable et prévue par les protagonistes, à l'exercice de fait d'une autorité inscrite dans la durée. Mais le processus n'est ni univoque ni inéluctable. Durant le « temps de l'annexion » en effet, le statut du territoire demeure débattu, il est à la fois un laboratoire politique de la domination française et, pour les protagonistes, une terre d'incertitude.